

MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION DE RÉSEAU :

DÉCLARATION PRÉALABLE



1/2



Monsieur le Président,

Vous convoquez un comité au lendemain d'une journée de mobilisation nationale unanime, où les agents se sont massés dans les rues pour exiger **la revalorisation de leurs rémunérations** dans toute la Fonction publique.

Le gouvernement s'enferme dans un déni obstiné : **refus méthodique de tout** dialogue salarial, gel dogmatique du point d'indice et verrouillage assumé des grilles. En étouffant le dialogue social, l'exécutif ne laisse aux personnels qu'un seul mode d'expression : le **rapport de force**. C'est une stratégie d'irresponsables qui prend délibérément le risque d'un embrasement dans un climat social déjà incandescent.

Cette indigence politique prend des allures de provocation déplacée quand, en parallèle, ce même pouvoir s'interdit le moindre encadrement des prix à la pompe et contemple, bienveillant, l'hémorragie des dividendes records qui coulent à flots dans ce pays. Pire encore : voilà que d'anciens pyromanes du gouvernement, désormais candidats à l'Élysée, prétendent financer des baisses de taxes sur le carburant en sacrifiant 7 000 postes de fonctionnaires ! La **démagogie et le mépris** ne connaissent plus aucune limite dès lors qu'il s'agit de faire payer aux agents publics l'addition d'une **gestion budgétaire calamiteuse**.

Le service public ne tient pas par la grâce des calculs comptables de Bercy, et encore moins par les incantations de dirigeants davantage occupés à s'écharper en tribune qu'à regarder la souffrance du peuple, mais grâce à **des femmes et des hommes dévoués à l'intérêt général**, soumis à des contraintes lourdes et animés par le sens du devoir. Ils exigent le respect, la solidarité et une juste reconnaissance. Autant de valeurs fondamentales que nos dirigeants ont définitivement sacrifiées sur l'autel du cynisme politique.

Le discours tenu par l'administration des douanes sur les rémunérations s'inscrit dans la même continuité désolante. Si la Douane n'a certes pas la main sur le verrouillage national des salaires de la Fonction publique, elle porte en revanche la responsabilité pleine et entière, sous la tutelle de Bercy, de **reconnaître et de valoriser la haute technicité, l'expertise pointue et l'engagement sans faille des gabelous**. Mais face à cette exigence légitime, votre réponse se résume à une rengaine éculée : « *Les caisses sont vides* ».

Certes, quelques ajustements à la marge ont été concédés depuis 2022 pour les chefs d'équipe ou le CSRH par exemple, mais nous sommes bien loin du compte face aux défis et transformations que vous nous imposez collectivement.

Nous pourrions citer plusieurs symboles criants de cette reconnaissance au rabais, comme les personnels de l'ONAF, qui demeurent honteusement distancés en matière de prime **ODJ** par rapport à leurs homologues des autres services judiciaires de l'État. Et que dire du mépris opposé à notre demande fin 2025 ? Une prime exceptionnelle pour les utilisateurs de **Delta I/E**, ces agents qui ont porté l'édifice à bout de bras et maintenu la maison debout en pleine tempête informatique, est restée sans la moindre suite.

Sur la même période, des rallonges indemnitaires substantielles ont pourtant bien été débloquées pour la Justice, les agents pénitentiaires, les policiers, les gendarmes ou les policiers municipaux. **Pour la Douane ?** C'est invariablement le même dogme, le même **refus net** et la même fin de non-recevoir.





Les personnels sont excédés. Vous leur en demandez toujours plus : accroissement permanent des sujétions, disponibilité de tous les instants, accompagnement pesant des professionnels, horaires décalés et dégradés, le tout dans un climat de tension croissant face à des individus qui n'ont plus aucun respect pour les forces de contrôle. Nos collègues sont à bout de nerfs : ils refusent de demeurer plus longtemps **les oubliés, les sous-estimés** et les exploités de l'appareil d'État.

Nous vous avons pourtant soumis des pistes de **reconnaissance concrètes**, exigé l'ouverture d'un véritable cycle de négociations et proposé de refondre la structuration de notre régime indemnitaire. Autant de propositions constructives restées, une fois de plus, de simples lettres mortes.

C'est d'une simplicité biblique : dès qu'il s'agit de rémunération, le dialogue est décrété illégal à tous les niveaux de l'Administration. Seulement voilà, **le dialogue social ne peut pas être à sens unique** et ne saurait se plier à vos seules convenances. Aujourd'hui, les points centraux inscrits à l'ordre du jour de ce comité se résument à des fermetures de services et des restructurations, à des années-lumière des attentes fondamentales des douanières et des douaniers.

Il y a un temps pour tout. Dans ce climat d'**exaspération générale** des agents publics, il serait parfaitement incompréhensible de nous voir passer du pavé des manifestations aux tables de négociation pour assister, résignés, aux nouvelles coupes franches orchestrées par Bercy.

L'UNSA Douanes entend **dénoncer fermement ces pratiques** en quittant cette instance.

